

LE MIRABEAU

ABONNEMENT
payable anticipativement:
Belgique, un an, fr. 2—
» six mois, » 1—
Pour l'étranger, le port en sus.

ORGANE DES SECTIONS WALLONNES

PARAISANT TOUS LES 15 JOURS

Annonces, 10 cen. la ligne
Réclames, 20 id.

Une réduction de 50 p. c.
sera accordée à nos abonnés
d'un an ainsi qu'aux sociétés
de Libre-Pensée et de Secours
mutuels.



Rédaction : Mont du Moulin, 16, — Administration : rue Neuve, 3, Hodimont-Verviers.

NOUS VOULONS EXERCER NOS DROITS.

LE MIRABEAU AUX MARTYRS DE LA COMMUNE

Membre de la Commune je suis entre les
mains de ses vainqueurs :
Ils veulent ma tête, qu'ils la prennent.
Jamais je ne sauverai ma vie par la lâcheté.
Libre j'ai vécu, j'entends mourir de même.
Je n'ajoute qu'un mot : La fortune est ca-
pricieuse. Je confie à l'avenir le soin de
ma mémoire et de ma vengeance.

Th. FERRÉ.

La Commune de Paris.

—0—

L'égalité de fait dernier but
de l'art social. — Condorcet.

I.

La nature accule périodiquement la société
à un de ces terribles dilemmes qui deman-
dent un vigoureux effort : angoisses de
l'enfantement d'un monde nouveau. Toutes
les forces vives de l'humanité doivent être
employées à faciliter l'éclosion, et toute
résistance à l'ordre naturel doit être impi-
toyablement brisée.

La Révolution est toujours une consé-
quence, une résultante des événements accom-
plis ; ce n'est jamais le résultat de volontés
individuelles. Tout se produit lentement
dans la nature, mais les obstacles opposés
par l'ordre établi déterminent une accumula-
tion de forces indignées qui se révèlent tout
à coup. La Révolution se produit alors sous
l'impulsion de la nécessité, et devient le
prologue d'une rénovation sociale.

Ce phénomène a été constamment révélé
par l'histoire. Il s'est toujours produit dans
les gouvernements où l'anarchie économique
mettait aux prises les deux antithèses sociales :
la richesse et la misère. Pour étudier toutes
les manifestations de cette lutte qui se con-
tinue à travers les siècles il faudrait remonter
jusqu'aux Jacques du moyen âge, jusqu'aux
Gracques de l'antiquité et même plus haut
encore.

Depuis un siècle seulement trois grandes
tentatives de rénovation se sont déjà pro-
duites en France.

La Révolution de 89 et de 93 avait substitué
la domination du tiers-état à celle de la no-
blesse. Babeuf et ses *Egaux* (mai 1797) vou-
lurent seuls faire participer la plèbe, la
classe nombreuse et travailleuse, au bonheur
public. Ils périrent sur l'échafaud.

La Révolution de 1848 consolidait
pouvoir de la bourgeoisie — devenue *tout* —
en lui donnant pour base le suffrage universel.
Pendant cette période d'agitation les déshé-
rités souffrirent plus qu'auparavant — m t-
tant six mois de misère au service de la
République — jusqu'au jour où une explosion
formidable vint rappeler aux dirigeants les
revendications des dirigés. La fusillade et la
déportation répondirent (juin 1848).

La Révolution du 4 septembre 1870 allait
peut-être satisfaire tant de besoins et calmer
tant de souffrances. Mais non ! La bourgeoi-
sie escamotait encore le mouvement à son
profit. Alors on entendit pour la seconde
fois le grondement du canon se faire l'écho
de la colère populaire, et des éclairs terribles
sillonner le ciel de la grande ville en feu.

Ce devait être la troisième défaite du pro-
létariat français. Mais rien n'est changé dans
l'esprit des vaincus — il n'y a qu'une haine
de plus — et aujourd'hui à la révolution
sociale toujours en permanence au seuil de
la société quel obstacle oppose-t-on encore ?
Un seul : la force, qui oserait dire que cela
suffira toujours ?

II.

Après la fuite du gouvernement à Versail-
les, le comité central, moins préparé à
vaincre qu'à profiter de la victoire, fit preuve
d'audace et se montra le premier prêt à tirer
parti des événements.

Déjà, au 31 octobre et au 22 janvier, deux
mouvements s'étaient produits aux cris de
Vive la Commune ! Après la victoire du 18
mars le comité central se constitua en sorte
de « gouvernement provisoire » et fit appel
aux électeurs. C'était se montrer plus scrupu-
leux de la légalité que ne l'avait fait le
gouvernement de la défense nationale. — Les
élections se firent avec un calme extraordi-
naire et deux cent trente mille électeurs y
prirent part.

Ce fut en réalité l'Internationale qui triom-
pha le 26 mars : le comité central, organisé
surtout en vue de la défense de la République,
fut réduit à l'administration de la guerre. Le
triomphe des socialistes allait donner au
mouvement une direction nouvelle ; l'in-
fluence de l'Internationale fut telle à ce
moment qu'elle eut la haute main dans
l'élection des commissions à l'Hôtel de Ville
le 29 mars, et qu'elle put s'emparer exclu-
sivement de celles dont les travaux l'intéres-
saient le plus, telles que la *commission du
travail*, *commission des finances*, etc. Remar-
quons que, dans la suite, les membres de
l'Internationale jouèrent le rôle le plus impor-
tant et le moins violent. Ils fournirent à la

Commune des administrateurs et des théori-
ciens qui donnèrent plus de régularité et de
vie aux efforts communs en développant les
principes et en indiquant le but de la Révo-
lution sociale.

Mais avec les premiers revers militaires et
le pressentiment d'une défaite, la majorité
devint minorité. Il fallut renoncer à organiser
l'avenir pour s'occuper du présent. On
voulut imiter la vieille commune révolution-
naire de Chaumette, d'Hébert et de Pâche,
et, à la date du 16 mai une dictature était
créée : le comité de salut public.

III.

Il y eut donc dans la grande insurrection
de 1871 trois phases distinctes : engagée et
soutenue par l'élément républicain, sans
autre programme que le maintien de la
République, puis recueillie et organisée par
l'élément socialiste qui lui apportait l'appui
considérable de l'Internationale, elle tomba
dans les mains des révolutionnaires propre-
ment dits. Cette évolution amena au pouvoir
le comité central de la garde nationale, la
Commune de Paris et le comité de salut
public.

Les tendances de ces trois autorités furent
variées. Les plus nettes et les plus populaires
appartiennent au groupe de l'Internationale,
seul parti qui possédât alors une organisation
solide et des idées arrêtées, pour lequel le
mouvement politique était le moyen et la
révolution sociale le but. Les membres de la
grande association étaient des hommes nou-
veaux, ennemis des traditions révolutionnai-
res politiques auxquelles se rattachaient
quand même les partisans de la révolution
pure et simple, les Jacobins. Les uns et les
autres avaient à peu près le même programme
politique, mais ces derniers s'en tenaient là,
tandis que les membres de l'Internationale
poursuivaient au delà la réforme sociale.

L'élection de plusieurs membres de l'Inter-
nationale à la Commune de Paris, le 26 mars,
imprima donc au mouvement une direction
socialiste telle qu'elle domina promptement
l'influence militaire des comités de la garde
nationale. Les discussions économiques ont
tenu une certaine place dans les séances de
la Commune.

Dès le 24 mars le comité central avait
annoncé que la révolution qui venait d'être
faite, n'était pas autre chose que « l'avène-
ment du monde des travailleurs ».

Le 20 avril était créé sous le titre de
Travail et Echange un ministère ou délégation
dont un membre de l'Internationale
devenait titulaire. Les rapports, très-intéres-
sants présentés à la Commune, sur les échéan-

ces, les monts-de-piété, les marchés furent rédigés par ce délégué.

Les décrets ayant un caractère purement socialiste ne furent pas très-nombreux il faut le reconnaître, mais la cause en est dans les difficultés du moment. Mentionnons entre autres *l'interdiction des amendes et retenues dans les ateliers et administrations, l'abolition du serment politique et professionnel, la suppression du travail de nuit dans les boulangeries.*

Ce dernier décret, en principe, était excellent, mais, à notre avis, la Commune n'avait pas à le formuler. C'était aux ouvriers boulangers à s'entendre et à refuser tout travail nocturne. La Commune n'avait qu'à faire respecter cette décision, et exproprier pour cause d'utilité publique tout patron qui aurait préféré fermer sa boutique plutôt que de s'y soumettre en remettant aux ouvriers l'exploitation du fond ainsi rentré dans la collectivité. — Cette mesure était la seule conforme au programme socialiste.

Elle s'imposa d'ailleurs lorsque la Commune eut à délibérer sur le sort des ateliers abandonnés. L'assemblée ordonna, en effet, devant la désertion d'un grand nombre d'industriels, que les ateliers abandonnés, après enquête et réserve faite des droits des patrons, seraient attribués aux associations pour en continuer l'exploitation.

Enfin la première atteinte était donc portée à la propriété ! Bien timidement il est vrai ! Néanmoins c'était le premier décret conforme à la donnée socialiste moderne. Nul doute que d'autres décrets du même esprit n'eussent été promulgués dans la suite, si les événements politiques n'avaient entravé forcément le développement et l'application des idées franchement socialistes.

Mais la Révolution du 18 mars n'était pas seulement un mouvement *social*, elle avait aussi un caractère *international* incontestable.

IV.

Les défenseurs de la Commune sont morts au cri de *Vive l'Humanité !* qui comprend à la fois la négation de la guerre et celle de la patrie. Le drapeau rouge, dont la Révolution du 18 mars fit trois mois durant l'éclatant pavillon du vaisseau parisien, était le symbole de la République universelle comme celui de la Révolution sociale. Le président de la Commune exprimait dans son discours d'installation l'espoir que la France deviendrait le fondement de cette République universelle, et, à la séance du 27 avril, l'assemblée communale accueillait une adresse d'adhésion envoyée par le « comité central de la section républicaine belge des Etats-Unis d'Europe ».

Il y avait bien les Jacobins fidèles à la Révolution autoritaire et traditionnelle qui ne se souciaient guère d'étendre l'action au delà des frontières françaises. Mais l'élément cosmopolite au contraire, continuateur des principes de l'immortel Anacharsis Clootz, dominait, et ne voyait dans la République nationale qu'un moyen d'implanter le socialisme international. La France, en effet, possède un sol merveilleux où toute moisson lève assez vite pour bientôt ensemençer le monde.

Le décret ordonnant la démolition de la colonne Vendôme n'est-il pas une affirmation éclatante du principe international ? Renverser sur un tas de fumier cette colonne, symbole de la mort de millions de citoyens

de tous les pays, avec ce drapeau tricolore, trempé dans le sang de cent batailles européennes, c'était mépriser la fausse gloire, condamner la brutale conquête, proclamer la fraternité et la solidarité humaine, c'était en face des Prussiens vainqueurs, au milieu d'une foule enthousiaste, au son de la *Marseillaise* et du *Chant du Départ*, souffleter le despotisme triomphant et tendre la main à l'Univers affranchi.

C'était surtout ne plus faire de distinctions de nationalités — le travail et la science n'ont pas de frontières — et répudier toutes les guerres nationales dues à l'ambition personnelle des souverains et des princes, aux intérêts égoïstes des classes gouvernantes.

V.

Ainsi donc plus de luttes fratricides entre peuples, telle était la signification de la chute de la colonne Césarienne. Mais dans cette période difficile il s'agit moins de détruire la guerre que de la déplacer.

Un ennemi commun subsiste toujours formé par une légion de capitalistes, exploitateurs, monopoleurs, parasites, en un mot, d'individus qui vivent non du travail personnel, mais du travail d'autrui. Aussi autant les guerres nationales sont imbéciles et barbares, autant les guerres sociales sont justes et saintes. L'insurrection est « le plus sacré des devoirs » quand elle ne laisse d'autre alternative que la mort ou l'esclavage.

C'est ce qu'avaient compris les héroïques défenseurs de la Commune. Il fallait soutenir cette lutte commencée par la bourgeoisie qu'effrayait la puissance croissante du prolétariat ; il fallait vaincre pour délivrer ces milliers de victimes de l'exploitation capitaliste. Il fallait enfin défendre la justice outragée, la liberté violée, l'humanité bafouée.

Aussi avec quel courage et quel enthousiasme défilaient ces admirables bataillons de gardes nationaux, marchant au feu musique en tête et mitrailleuses en queue, couverts de l'ombre de ces beaux drapeaux rouges à frange dorée pour lesquels tant de citoyens allaient mourir ! Mais ce dévouement et cet héroïsme furent inutiles, et les braves fédérés succombèrent sous le nombre et la trahison.

Malgré les tentatives d'insurrection organisées à Lyon, à St Etienne, au Creusot, à Marseille, à Toulouse, à Narbonne, qui firent quelque temps diversion aux efforts de Versailles ; malgré l'énergie désespérée dont fit preuve la Commune, et les mesures suprêmes arrêtées par le Comité de salut public ; malgré, enfin, la résistance à outrance opposée par les intrépides soldats citoyens les revendications populaires furent encore une fois étouffées et les aspirations socialistes noyées dans des flots de sang.

C'est qu'il est une force à laquelle on ne résiste jamais : la trahison.

Trahison officielle celle des députés, élus comme républicains et même comme socialistes, qui restaient tranquillement avec l'ennemi pendant la lutte, assistaient paisiblement au bombardement de leurs électeurs et votaient ensuite lâchement des félicitations à ceux qui venaient d'égorgé leurs anciens amis.

Trahison officielle celle instituée par le gouvernement versaillais, semant la haine et la méfiance, attisant la discorde, désorgani-

sant les services, et répandant partout une nuée de mouchards qui finirent par y parler la défense et livrer la place.

VI.

On sait ce que fut le triomphe de l'ordre. La mort des milliers de victimes massacrées n'aura pas été inutile à la cause de la révolution sociale ; les torrents de sang qui ont rougi le pavé de Paris ont laissé des traces indélébiles, et nous rappellent ce refrain de l'esclave antique voyant torturer les siens :

Coulez, coulez sang du captif,
Coulez, moisson vengeresse !

De pareilles hécatombes humaines ne peuvent s'oublier, et nous devons nous souvenir aussi que des centaines de malheureux sont encore rivés aux fers des bagnes transocéaniques.

Aussi pensons nous que quand le foyer saigne et pleure ce n'est pas le moment de s'accouder rêveur devant l'élargissement de l'horizon. — Cette heure viendra, mais après celle de la justice. Alors, alors seulement, nous verrons l'homme renoncer à la guerre, la palme passer de celui qui tue le plus à celui qui crée le mieux, et de plus en plus, dans le ciel adouci, Prométhée éclipser Hercule.

EMILE MASSARD,
rédacteur de l'*Egalité* de Paris.

Serrons nos rangs.

— 0 —

Compagnons ! Le 18 Mars, anniversaire du jour où le prolétariat parisien, las du régime écœurant de la bourgeoisie, arborait franchement le drapeau de la justice, qui ne peut être que celui du socialisme, approche.

Que les princes, les grands de la terre — qui ne le sont guère, selon l'opinion de leurs valets de chambre — fêtent et fassent fêter par ordre supérieur, l'anniversaire de leur naissance ; — qui devrait être un jour de deuil pour le travailleur ; — qu'ils fondent comme commémoratif de leurs noces d'argent ou d'or une institution de bienfaisance, idée qu'ils doivent à l'esprit inventif d'un courtisan à la quête d'une grasse sinécure ; institutions ou cadeau de nocces, que le peuple devra payer de ses deniers et que les agents de police sont chargés de recueillir ; que la bourgeoisie fête l'anniversaire de 1789 ou de 1850, l'émancipation de leur caste, rien de plus logique pour eux — mais qu'importe tout cela au quatrième état, à l'ouvrier proprement dit.

De tous les changements de régime, de toutes les révolutions qui ont été faites, aucune ne l'a été à son profit, et cependant on n'aurait pas pu les faire sans le peuple, toujours prêt à verser son sang pour une cause qu'il sait être, non pas celle de sa classe à l'exclusion des autres, mais celle de l'humanité.

C'est la raison pourquoi le peuple doit se recueillir à l'anniversaire du 18 Mars, suivre cette lutte de deux mois, d'une société nouvelle, embryonnaire, si l'on veut, mais ayant soif de justice et de vérité et portant l'amour dans ses flancs, contre une société corrompue portant à la place du cœur une table de multiplication ; l'égoïsme incarné.

La bourgeoisie, qui se fait une guerre sans pitié sur le champ de bataille de la concurrence, retrouve sa solidarité aussitôt que le travailleur revendique ses droits, sa place au soleil, pour lui et pour tous.

Le génie tutélaire de ces hommes à conscience large lorsqu'il s'agit de bénéfices et de dividendes, Thiers, avait déjà conseillé en 1848 à Louis Philippe de transporter dans une ville de Province sa résidence et de faire

le siège de Paris. Faire le siège de Paris, purger la ville de ses éléments démocratiques, c'était sa manie ; ce qu'il n'avait pu faire en 1848, vu la répugnance du roi à faire verser le sang des citoyens, il l'a mis en scène en 1871.

Jamais, depuis la destruction de l'armée de Spartacus, la répression n'a été aussi terrible ; la bourgeoisie s'est montrée pendant ces journées sanglantes sous son vrai jour, affolée de terreur et féroce de lâcheté, signes évidents de sa faiblesse et de sa prochaine déchéance.

Vraiment, il s'était bien aux membres du gouvernement de Versailles, à Jules Favre le faussaire, l'assassin de Millière, de traiter Bonaparte de criminel ; cette contrefaçon de César était un petit Saint en comparaison des Gallifet et d'autres généraux de l'ordre.

La Commune ne pouvait pas être vainqueur ; victorieuse des Versaillais, elle aurait été écrasée par les prétoriens de Bismarck. Le capital, le règne bourgeois, ne connaît point de frontière ; il est international. Aussitôt que les intérêts bourgeois d'un pays se trouvent menacés par un soulèvement populaire d'un état voisin, celui-là prend ses mesures pour prêter main forte à celui-ci et nous ne serions pas du tout étonnés de voir la République Gambettiste aller rétablir l'ordre en Allemagne troublée par une révolution sociale. Cela doit nous servir d'enseignement. A la solidarité internationale de la bourgeoisie, opposons la solidarité internationale des travailleurs et — serrons nos rangs.

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et n'accepter aucun compromis avec les classes dirigeantes ; toujours le peuple a été le bouc d'Israël et l'on voudrait lui faire jouer ce rôle jusqu'à la consommation des siècles. Lorsqu'on a besoin du peuple, on le cajole, on fraternise avec lui, on lui fait de belles promesses, mais lorsque la besogne est faite, on devient parjure à la parole donnée, on se moque de lui et on le méprise comme auparavant.

Nous n'avons pas mandat de juger les actes de la Commune et de ses combattants ; d'autres, plus autorisés que nous, l'ont fait, et à la gloire de ces hommes que toute la presse vénalement a cru flétrir en les traitant de « bandits ».

Il y a de ces « bandits » qui se sont fait un nom européen dans les sciences et la littérature, il y en a qui ont manié des millions pendant le règne éphémère de la Commune et se sont trouvés en exil sans un sou vaillant dans leur poche ; d'autres sont employés par la pudibonde Angleterre comme professeurs à l'université, que la canaille réactionnaire de Versailles aurait apostrophés par les cris : A mort, le pétroleur ! s'ils étaient tombés entre les mains de la troupe.

Les journées de Juin 1848, les luttes de la Commune 1871 n'ont été que des combats d'avant-postes du prolétariat, les prises d'armes étaient de nature à donner au peuple la mesure de sa force et à lui montrer les défauts de son organisation.

Le peuple a succombé dans ces luttes héroïques, vaincu, non ! Et ces exécutions sommaires après les batailles, cette terreur, dont Thiers et consorts se promettaient un effet salutaire, n'a gravé que plus profondément la haine contre le soi-disant ordre actuel dans les cœurs des déshérités. Aujourd'hui où le souffle réactionnaire traverse toute l'Europe, d'autant plus fort que la révolution fermentée et gronde plus sourdement ; aujourd'hui, où la bourgeoisie n'ose plus nous charger de son mépris, mais nous a voué une haine insensée, tâchons de mériter cette haine, car l'esclave qui se soumet à son sort avec résignation, qui ne hait pas la tyrannie ne brisera jamais ses fers, ne sera jamais un homme libre et ne méritera pas de l'être.

A l'organisation internationale de la réaction, opposons celle des travailleurs. Compagnons, serrons nos rangs. D.

Causerie.

18 MARS 1871

Compagnons ! Laissons aujourd'hui de côté toutes les questions qui pourraient nous préoccuper pour consacrer en entier notre faible savoir à honorer le jour où, à la face de cette tourbe criminelle et lâche de Versailles, la Révolution fut proclamée à Paris.

18 Mars !!! Travailleurs, découvrons-nous ! Saluons cette date à jamais mémorable qui vit rayonner sur le monde entier la lueur d'espérance des Peuples, l'aurore de leur délivrance !

Saluons, ô travailleurs, nos frères de Paris, ces combattants du Droit, qui firent voir, en ce jour, aux peuples de l'univers le *seul moyen* d'arriver au bonheur de l'humanité !

Qui d'entre nous, compagnons, n'a entendu parler de cette vaillante population, frémissante de colère et d'indignation contre cette ignoble bourgeoisie qui l'avait tant de fois trompée et imbue d'amour pour la Liberté et la Révolution sociale ? De ce foyer de lumière et de civilisation, transformé en un immense camp retranché, dernière d'invincibles forteresses ? De ce Paris du travail et de la sérénité faire place à un lieu de guerre et de batailles ? De ce peuple laborieux, qui, pour la *Revendication* de ses Droits, échangea sa blouse contre le frac du troupière et son outil contre le chassepot meurtrier ?

18 Mars 1871 !!! Au crépuscule de ce jour on a pu voir tout un peuple se soulever au cri de :

VIVE LA COMMUNE !!!

Et, à la clarté du pétrole et l'odeur de la poudre, affermir la souveraineté du peuple !

Peuple magnanime, encore une fois nous te saluons !

O ! Delescluze ! Varlin ! Duval ! Flourens ! Vermorel ! Ferré ! Gaston Crémieux ! Rossel ! Bourgeois ! et tant d'autres qui êtes morts pour la cause, martyrs de la Liberté, nous vous saluons !

Hommes de cœur, nous jurons, nous enfants de la *future* Révolution, de vous venger !

Le souvenir de votre courage héroïque, inculqué dans notre cœur, conserve notre haine, notre antipathie pour les exploiters et nous fait songer à la vengeance !

Le jour de la revanche est proche ; mais si, généreux citoyens, dans votre folle indulgence, vous avez épargné cette hideuse engeance qui tient le peuple enchaîné et l'exploite sans merci, nous jurons, nous, que la torche et la hache purifieront une fois pour toutes, la terre de cette dangereuse vermine !

Laissons à nos amis le soin de faire l'histoire de cette immortelle journée, bornons-nous à rappeler que ce que le Peuple de Paris a fait dans le jour du 18 Mars 1871, il l'a fait non pas dans un but égoïste et pour jouir seul de ses bienfaits : Non ! c'est en pensant à nous qui sommes livrés sans merci à l'exploitation de nos maîtres que le peuple de Paris s'est levé et a renversé de sa force indomptée le vieil édifice social, le dernier repaire de l'esclavage humain !

Que tous ceux qui sentent vibrer dans leur cœur l'amour de la Révolution poussent avec moi ce cri de :

VIVE LA COMMUNE !

Que ce soit le cri de ralliement pour tous ceux qui, imbus des principes de Justice, ont la haine des vils exploiters, de ces détraqueurs, de cette bourgeoisie, en un mot !

Compagnons ! Je profite du moment pour

exprimer un vœu : Unissons-nous ; resserrons de plus en plus les liens de fraternité ; massons nos forces et que tous nos efforts concourent au même but :

Mort à tous les exploiters !

La souveraineté au Peuple !!!

Nous sommes la force, puisque nous sommes la majorité, et unis par la pensée comme par l'association, nous pourrions courir, avec chance de succès, sus à l'ennemi, sus à la bourgeoisie !

Terminons par les cris de :

VIVE LA COMMUNE !

MORT A LA BOURGEOISIE !

P. TROLEUR.

Anniversaire de la Commune

Situation de Paris avant le 18 Mars.

Le 28 Janvier, l'Allemagne était, grâce à la couardise des traitres Jules Favre, Thiers, Trochu et *tutti quanti*, maîtres de la France, et la République, proclamée le 4 Septembre, était en danger.

On procéda par élection générale à la nomination d'une assemblée nationale, qui alla siéger à Bordeaux, pour décider s'il fallait conclure la paix ou continuer la guerre. Mais comme la France venait d'être livrée sans merci à la Prusse et que la seule armée qui aurait pu continuer la défense venait par une trahison du faussaire Favre, de déposer les armes, il ne restait plus qu'à signer la paix ; c'est ce que fit l'Assemblée de Bordeaux : elle signa le plus honteux traité qu'on puisse imaginer. La paix conclue, l'Assemblée aurait dû, puisqu'elle avait été élue exclusivement pour éluder cette question, se dissoudre et faire place à une Assemblée constituante ; mais, non ; elle survit à sa tâche et de sa propre autorité, se déclare « constituante ».

Cet acte d'escamotage suffirait pour juger de quels éléments la dite assemblée se composait, cependant des abus plus révoltants eurent encore lieu. N'avons-nous pas vu qu'elle hua le citoyen Garibaldi, lui qui n'avait pas encore trahi la République, lorsqu'il vint pour remplir son mandat de député ?

Déjà la colère du Peuple grondait ; aussi, quand on demanda le transfert de cette assemblée dans la Capitale elle se leva pour demander si on voulait l'assassiner.

Elle avait grandement raison de craindre pour ses jours en venant s'installer à Paris, au milieu d'un peuple imbu des idées de justice et de revendication, car aux noirs projets réactionnaires que ces hobereaux préconisaient, le Peuple parisien aurait opposé les baronnettes des braves gardes nationales, et ce nid de grenouilles qui tentaient de se métamorphoser en vautours auraient été vite dispersés.

Plusieurs fois, pendant le siège, notamment au 31 Octobre et 22 Janvier, les plus clairvoyants avaient tenté de renverser la réaction qui siégeait à l'Hôtel-de-Ville ; mais, la population ne leur étant pas venue en aide, ils échouèrent ; le patriotisme de celle-ci dominait tout, elle voulait — ô fatalité ! — chasser d'abord les prussiens.

La révolte du 31 Octobre fut réprimée par l'emprisonnement des conjurés, mais celle du 22 Janvier, ce fut la mitraille qui dispersa le Peuple en le foudroyant et en tuant en masse, hommes, femmes et enfants qui stationnaient sur la place. Ces assassinats révoltaient bien la population ; mais elle restait indifférente ; dans son fol amour patriotique, elle ne demandait qu'une chose : débarrasser le territoire de l'invasion étrangère.

Mais revenons au 28 Janvier. Lorsque le Peuple de Paris apprit que Trochu, Ferry,

Favre, Picard, toute la sainte clique enfu, avaient rendu la ville à M. de Bismarck, sa colère n'eut plus de borne, il sentait qu'on l'avait indignement joué il s'en repentait, mais trop tard.

J'oubliais de vous dire qu'après que l'Assemblée bordelaise eut signé la paix, plusieurs membres donnèrent leur démission de représentant et rentrèrent en hâte dans la Capitale.

Là, on ne restait pas inactif. Il se forma une institution qui prit pour titre : *Fédération républicaine de la Garde nationale* ; tous les bataillons de cette garde y furent fédérés, et tous avaient leurs délégués. Le Comité central tâche de maintenir la fureur ascendante du peuple ; il tend à la conciliation et, à cet effet, entre en pourparlers avec les généraux que le gouvernement de Versailles fait succéder à la direction des gardes, mais, chaque fois, il est repoussé par eux. Ce que voyant, le Comité prend la résolution de ne relever que de ces mandants.

L'Assemblée de Bordeaux lance alors insultes sur insultes au Peuple parisien, mais celui-ci reste sourd à ces provocations comme le lion couché dans son antre, mais qui veille la tête haute et fière.

Arrive l'anniversaire du 24 Février. Ce jour-là un certain nombre de délégués des bataillons de la garde se rendirent, sans armes, au pied de la colonne de Juillet pour y déposer des drapeaux et d'immenses couronnes d'immortelles. On y prononça quelques discours. Le lendemain, les manifestations s'accrochèrent et les députations devinrent plus nombreuses.

La foule aussi, prévenue de ce qui se passait, s'y rendit à son tour, afin d'assister au défilé, d'applaudir, de mêler ses acclamations à celles des gardes nationaux. On illumina la colonne. Les bataillons, en armes, tambours en tête, s'y rendirent au complet avec leurs drapeaux déployés. Le drapeau rouge fut hissé au sommet de la colonne, et un écriteau portait en lettres colossales les mots suivants :

Vive la République universelle !

Beaucoup d'autres prirent la parole ; tous acclamaient la République universelle et la fédération des Peuples. Tous ceux qui ont vu cette foule frémissante d'amour pour la Révolution sociale disent que ce fut tout Paris qui parla à la Bastille les jours qui suivirent le 24 Juillet 1871.

Pendant ce temps, les ennemis de la Liberté complotent contre le Peuple. Ce dernier en a bruit et aussitôt il s'empare des canons ; les femmes s'en mêlèrent, elles traînèrent les canons et les mitrailleuses pour les installer aux buttes Montmartre. Les munitions furent aussi enlevées, et, comme il manquait de moyens de transport, il se forma de longues chaînes où la foule se passait, de main en main, les obus et les boîtes à mitrailles.

C'était vraiment un spectacle grandiose que de voir tout un Peuple résolu à défendre sa liberté contre les lâches et vils réactionnaires.

Enfin, LE 18 MARS arrive ! Les pleurards, ceux qui semblaient devant les Prussiens l'ont décidé d'attaquer Paris.

Le 18, à 3 heures du matin, une proclamation signée de l'homme de la rue Transnonain est apposée sur les murs de Paris. Elle qualifie le Comité central de « comité occulte vendu aux Prussiens, » et dit que les canons qui se trouvent aux buttes de Montmartre sont prêts à cracher la mitraille sur les maisons. — Hypocrisie digne du signataire de la proclamation. —

La bourgeoisie parisienne aidée des gendarmes et des mouchards est chargée de re-

prendre les mitrailleuses et les canons qui appartenaient au peuple.

Donc, pendant que Paris dort, confiant dans ses sentinelles qu'il a placées auprès de ses canons, les boulevards extérieurs sont remplis de troupes de toutes armes, les gendarmes forment le premier rang.

C'est un nouveau Deux Décembre qui se prépare. A six heures on courut éveiller les membres du Comité central pour les prévenir de ce qui se passe ; ils nient le fait, ils n'y comprennent rien. Alors des citoyens dévoués parcourent tous les quartiers, en criant : aux armes ! ils font sonner le tocsin ; tous ont compris ce qui se passe, on court aux armes et les cris de Vive la République universelle retentissent.

Déjà les buttes sont prises sans résistance ; l'armée s'empare de plusieurs canons. Pendant que le Comité central rassemble à la hâte quelques compagnies de fédérés, la population du quartier Montmartre essaie de faire fraterniser les troupes avec elle. Les fédérés arrivent et les troupes de ligne faiblissent sur divers points. Le général Lecomte voyant la plupart de la troupe de ligne mettre la « crosse en l'air » commande aux gendarmes d'avancer. On cria à ces derniers d'imiter la ligne ; mais, sur l'ordre du général, un feu de peloton répond à ces cris. Les citoyens tombent sous le feu de cette lâche agression, mais les gardes nationaux ont aussi des armes et répondent par un feu très-nourri qui décime les compagnies de gendarmes, qui reculent épouvantés. Toute la ligne retourne ses armes contre la gendarmerie ; plus de dix mille fédérés arrivent de tous les quartiers ; la victoire est au Peuple ; le général Lecomte est appréhendé au collet par ses propres hommes au moment où il les exhortait à tirer sur le Peuple. L'artillerie de Versailles est capturée par les fédérés qui s'emparent de toutes les positions. Le général Clément Thomas est fait prisonnier au moment où il mouchardait derrière les buttes. Lui, ainsi que Lecomte, sont mis au mur, alors la troupe et le peuple font justice de ces deux vils personnages.

La victoire est complète ; le Comité, ayant fait battre le rappel, les bataillons se forment et on élève des barricades partout. La troupe et les gendarmes sont rappelés à Versailles par le sieur FOUTRIQUET. La Révolution est complète ; on entend partout les cris de : Vive la Commune ! Le Comité central prend possession de l'Hôtel-de-Ville ; il trouve tous les services entièrement désorganisés. Une proclamation informe les habitants que le Comité organisera les services publics ; la place est fortifiée. On convoquera le peuple pour élire régulièrement sa Commune.

Mais, je m'arrête ; je m'aperçois que je dépasse la place que m'est dévolue.

Je demande au lecteur d'avoir de l'indulgence pour ma prose indigeste, ainsi que pour ma narration trop sommaire.

Vive la Commune !

II. DE I.

Nous avons reçu une lettre de Dinant concernant le suffrage universel et une lettre d'Espagne en protestation à une correspondance parue dans le journal l'Egalité de Paris.

Elles seront insérées dans notre prochain numéro. L. R.

Le Cercle d'Etudes et de Propagande Socialistes de Liège, se prépare à fêter dignement l'anniversaire du 18 Mars. Outre le souper et le bal qui auront lieu le Samedi 20 Mars, il organise pour le lendemain Dimanche 21, à 3 1/2 heures une CONFÉRENCE PUBLIQUE, dans la vaste salle du Théâtre des Variétés, rue Lonhienne. Le conférencier est le citoyen E. Chauvière de Bruxelles, et le sujet : *Historique du Mouvement de la Commune de Paris*.

Groupe Externe de Mangombroux LES ESCLAVES DU XIX^e SIÈCLE

Compagnons,

Une séance générale et obligatoire aura lieu Samedi 13 Mars, à 8 heures du soir, ancien local, rue Mangombroux.

Le Secrétaire,
J. L.

N. B. — Vu l'importance de cette séance, tous les membres sont tenus d'y assister.

ENSIVAL.

En souvenir de la proclamation de la Commune de Paris, le CLUB DÉMOCRATIQUE organise pour le Dimanche 21 Mars, à 7 heures du soir, chez Mathieu Nokin-Beaujean, Grande-Rue, 11, Ensival, une *Grande Soirée de Chants Démocratiques*.

A l'occasion du neuvième anniversaire de la Commune de Paris

Il y aura le Dimanche 21 Mars 1880 en mon domicile, numéro 9, près de la station à Pepinster, une grande soirée de chant démocratique.

Espérant, citoyen, que vous l'honorerez de votre présence recevez mes salutations fraternelles.
Mathieu Rouvroy

Gérant responsable. Th. BRANDENBERG, rue des Franchimontois-Andrimont.

Spa, imp. J. Goffin fils.

DIMANCHE 14 MARS 1880

CONCERT AU PROFIT D'UNE BONNE ŒUVRE

dans la salle des Mille Colonnes à Verviers

Avec le bienveillant concours de la Société de Chant les SOCIALISTES RÉUNIS.

PROGRAMME :

Première Partie :

- | | |
|---------------------------------|-----------------------|
| 1. Le Chant des Amis, chœur | Am. Thomas. |
| 2. Air pour baryton | J. C. |
| 3. Romance de Mignon | J. D. |
| 4. Chansonnette | E. C. |
| 5. Romance pour ténor | J. F. |
| 6. Le Jugement de Dieu, duo par | M. C. et D. R. |
| 7. Romance pour basse | J. L. |
| 8. Trio du docteur Crispin par | H. B., C. D. et J. C. |

Deuxième Partie

- | | |
|----------------------|------------|
| 1. Le Soir | Huberty |
| 2. Air pour ténor | J. N. |
| 3. Fleurs d'Automne | J. D. |
| 4. Chansonnette | E. D. |
| 5. Air pour basse | J. L. |
| 6. La Grappe d'Amour | N. B. |
| 7. Air pour baryton | J. L. |
| 8. Fraternité, chœur | Van Volxem |

Des cartes sont déposées chez Mme Vve Bastin, rue Neuve, 2, à Hodimont, Hubert Broquet, rue Neuve, 58, à Hodimont ; H. Demoulin, rue des Foxhalles, 4, à L. Otten, rue des Franchimontois, 59, Andrimont ; M. Collin, place du Martyr, 29, (cour Sauvage) à Verviers ; Henri Dalle, rue du Marteau, 62 ; J. Boret, place du Martyr ; J. Baltus, Mont du Moulin, 6, H. Spiroux, rue des Raines, Xavier Legros, place du Marché, Pierre Fluse, Mont du Moulin, 16, Georges Lieutenant, rue du Moulin, 5, à Hodimont.